ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

NOUVEL EXAMEN DES DEMANDES D'ADMISSION PRESENTEES PAR L'ALBANIE, L'AUTRICHE, LA BULGARIE, LA FINLANDE, LA HONGRIE, L'IRLANDE, L'ITALIE, LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE, LE PORTUGAL, LA ROUMANIE ET LA TRANSJORDANIE.

RAPPORT ANNUEL DU CONSEIL DE SECURITE A L'ASSEMBLEE GENERALE

Le 17 novembre 1948 l'Assemblée générale a adopté une série de résolutions concernant les demandes d'admission comme Membres de l'Organisation des Nations Unies présentées par l'Albanie, l'Autriche, la Bulgarie, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la République populaire de Mongolie, le Portugal, la Roumanie et la Transjordanie (résolution 113 (II)) :

Par lettres en date des 3 et 7 avril respectivement, qu'ils ont adressées conjointement au Président du Conseil de sécurité, les représentants de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique ont demandé que les candidatures de l'Italie, de la Transjordanie, de l'Irlande, du Portugal et de l'Autriche fussent examinées à nouveau (S/709 et S/715). Par une lettre en date du 5 avril 1948, adressée au Secrétaire général, le représentant de la République socialiste soviétique d'Ukraine a demandé que les candidatures de l'Albanie, de la Bulgarie, de la Finlande, de la Hongrie, de l'Italie, de la République populaire de Mongolie et de la Roumanie, fussent examinées à nouveau (S/712).

Le 30 avril 1948, le Conseil de sécurité a procédé à l'examen des demandes d'admission présentées par les dits Etats. Après un débat, le Conseil a voté sur la proposition tendant à recommander l'admission de l'Italie comme Membre de l'Organisation des Nations Unies. Neuf voix se sont prononcées pour l'admission et deux voix contre. Un des membres permanents du Conseil ayant voté contre, la résolution n'a pas été adoptée.

Il est apparu qu'aucun des représentants n'avait modifié sa position

REVISION :

à l'égard des autres demandes dont il a été fait mention. Le Conseil a donc décidé de faire rapport en conséquence à l'Assemblée générale et d'ajourner indéfiniment ses débats sur ce sujet.

Conformément à l'article 60, paragraphe 3, du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, les comptes rendus sténographiques des 279^{ème} et 280^{ème} séances (S/PV/279 et S/PV/280) ^D ont été transmis à tous les membres de l'Assemblée générale pour leur information.

^D Procès-verbaux officiels du Conseil de sécurité, troisième année, nos. 54 et 55.